

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Election-presidentielle-en-France-la-mere-de-toutes-les-elections>

Élection présidentielle en France, « la mère de toutes les élections »

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : lundi 9 avril 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En France, toute la vie politique tourne autour d'un événement majeur : l'élection présidentielle, mère de tous les scrutins et point incandescent du débat politique. Elle sera immédiatement suivie d'élections législatives, et on ne peut exclure une période de cohabitation entre un président appartenant à un parti, et un Premier ministre appartenant à un autre.

Malgré la proximité de la date du premier tour - 22 avril -, les jeux ne sont pas faits. Plusieurs candidats ont des chances raisonnables d'être élus, 20% des électeurs n'ont pas encore fait de choix définitif et un tiers des inscrits compte s'abstenir. Par ailleurs, la campagne électorale se déroule dans un contexte général marqué par deux phénomènes structurels - une grave crise économique et sociale, et une méfiance croissante à l'égard du fonctionnement de la démocratie - ; et un événement conjoncturel - les odieux massacres de Montauban et Toulouse.

Le président Nicolas Sarkozy a déclaré officiellement sa candidature le 15 février dernier. Il compte sur la puissante machinerie de son parti, l'Union pour un mouvement populaire (UMP), et aussi sur celle de l'Etat. La Constitution l'autorise à se représenter une seule fois consécutivement. Bien qu'il ait obtenu que tous les autres candidats de droite (à l'exception du souverainiste Nicolas Dupont-Aignan) se désistent en sa faveur [\[1\]](#), pour l'instant, les sondages le donnent perdant au second tour face à son principal rival, François Hollande, du Parti socialiste (PS).

A l'étranger, on ne comprend pas pourquoi Sarkozy est impopulaire dans son pays. Son image de leader international énergique, pilotant de façon décidée, la main dans la main d'Angela Merkel ou de Barack Obama, les Sommets européens ou ceux du G-20, pour débattre de la crise financière globale a beaucoup impressionné. Si l'on ajoute que Sarkozy a, de surcroît, en 2011, su fort habilement gagner deux conflits militaires, en Côte d'Ivoire et en Libye, « au nom de la liberté et de la démocratie ». Et que, sur le plan « glamour », son couple avec la célèbre *ex top model* Carla Bruni, dont il vient d'avoir une petite fille, est également en « une » des magazines « *people* » du monde. La perplexité du public étranger devant son éventuelle défaite électorale peut se comprendre.

Mais il faut tenir compte, d'abord, d'un principe presque universel en matière politique : on ne gagne pas des élections sur un bilan de politique étrangère aussi brillant soit-il. L'exemple historique le plus flagrant est celui de Winston Churchill, le « vieux lion » britannique vainqueur de la seconde guerre mondiale et défait aux élections de 1945... Ou celui de Richard Nixon, le président américain qui mit fin à la guerre du Vietnam et rétablit les relations diplomatiques avec la Chine, mais dut démissionner pour ne pas être destitué... Par ailleurs, une autre loi semble s'être établie en Europe ces derniers temps dans le contexte de la crise économique : aucun gouvernement sortant n'a été réélu.

Mais il y a surtout son bilan, qui n'est pas bon. Sarkozy a aussi commis d'impardonnables erreurs en matière de communication. Dès le soir de son élection en 2007, il s'est affiché dans un célèbre restaurant parisien des Champs Elysées faisant la fête, sans complexe, en compagnie de ses amis milliardaires. Cette soirée du Fouquet's a scandalisé - par ce qu'elle symbolisait en termes d'outrecuidance et de dédain -, nombre de Français qui ne l'ont jamais oubliée. Aujourd'hui encore, elle figure parmi les reproches principaux qui sont faits au candidat sortant. D'autre part, pendant la première moitié de son mandat, il a été le « chouchou » des grands médias publics et privés qu'il contrôle, directement ou indirectement, via l'Etat ou via leurs propriétaires, des oligarques amis. Il a abusé de ce contrôle jusqu'à la satiété. Au point, que l'opinion en est venue à être saturée et à ne plus le supporter.

Avec son hyperactivité et sa volonté d'être toujours partout, sur tous les chantiers, sur tous les projets, l'« hyperprésident » Sarkozy a négligé une règle fondamentale du fonctionnement de la Cinquième République. Le président français - qui a davantage de pouvoir que tout autre chef de l'exécutif des grandes démocraties occidentales -, doit rester en retrait. Pour ne pas « brûler » son pouvoir dans une surexposition. Il doit demeurer le maître de la pénombre. Doser avec prudence ses interventions publiques. Enivré par l'exercice de la puissance, il en

a été incapable. Et quand il a voulu corriger son erreur et changer son image, il était trop tard.

Sur le fond, Sarkozy a beaucoup déçu ses propres électeurs. Il avait promis d'incarner le « retour de la volonté politique » face aux injonctions des marchés. Et il n'aura été que le meilleur serviteur de ces derniers. Il a laissé la crise économique et sociale s'aggraver. Le taux de demandeurs d'emploi atteint désormais les 10% ; celui des jeunes frôle les 25%... Du coup, les mesures fiscales prises par Sarkozy, pour favoriser les possédants et les riches, ont particulièrement scandalisé. Et nourri les critiques de tous ceux qui, peu à peu, ont été happés par les difficultés (pertes d'emploi, réduction du nombre de fonctionnaires, allongement de l'âge de départ à la retraite, augmentation du coût de la vie, etc.). La plupart de ses promesses n'ont pas été tenues. Son bilan général est désastreux. La déception des Français s'est amplifiée.

La crise de l'euro et celle de la dette souveraine ont encore renforcé le sentiment général d'angoisse. La monnaie unique européenne et l'Etat étaient perçus, jusqu'à présent, à tort ou à raison, comme des "remparts de protection". La récente dégradation, par l'agence Standard & Poor's, de la note de la dette française, passée de AAA à AA+, a augmenté les peurs. Sarkozy étant perçu, à cette occasion, comme incapable de « défendre » la solvabilité de la France. Puis sont venus se greffer, de surcroît, des « affaires » et des scandales où se mêlent soupçons de corruption et affairisme politique (« affaire Woerth-Bettencourt », « Françafrique », attentats de Karachi, « affaire Takieddine », etc.). Du coup, de nombreux citoyens ne croient plus à la politique, ni aux élections. La crise financière actuelle ayant montré que les dirigeants politiques étaient largement impuissants face aux décisions des agences de notation ou des Bourses. Et que les gouvernements élus étaient plus attentifs aux injonctions des marchés qu'aux souffrances de leur propre peuple.

Tout cela a considérablement affaibli le président français sur la scène intérieure. Jusqu'à sa fougueuse entrée en campagne électorale. Avec un culot monumental, le « président des riches » n'a pas hésité à se présenter comme le « candidat du peuple »... Et à multiplier de nouveau les promesses... Après les randonnées meurtrières de Mohamed Merah, un djihadiste plus ou moins relié à Al Qaeda, à Montauban et Toulouse en mars dernier, Sarkozy en a pris prétexte pour accentuer le caractère xénophobe et sécuritaire de ses discours, montrant du doigt les immigrés, en particulier de confession musulmane, comme source de presque tous les maux de la société française... Ce qui l'a immédiatement fait monter dans les sondages, parvenant même à se situer par moments au-dessus du candidat socialiste.

Sarkozy n'ignore pas que, dans les grandes démocraties médiatiques, tout se joue dans les deux ou trois dernières semaines avant le scrutin. Indiscutable « animal politique », dépourvu de scrupules, le président sortant n'est pas encore battu. Les jeux restent ouverts.

Mais l'issue de l'élection dépendra des performances de l'adversaire principal de Sarkozy, le candidat socialiste François Hollande. Peu connu à l'étranger, celui-ci est surtout considéré par les électeurs comme un « apparatchik » en raison de sa longue expérience (1997-2008) en tant que Premier secrétaire du Parti socialiste. Contrairement à son ex-compagne, Ségolène Royal, rivale de Nicolas Sarkozy en 2007, Hollande n'a jamais été ministre. Et sa désignation comme candidat des socialistes n'a pas été évidente. Il ne s'est imposé qu'à l'issue de primaires internes âprement disputées.

François Hollande est un socialiste de centre-droit, connu pour ses capacités de négociateur et ses difficultés à trancher. On lui reproche d'être trop mou et d'entretenir en permanence la confusion. Son programme économique ne se distingue pas nettement, sur le fond, de celui des conservateurs. Après avoir affirmé dans un discours électoral que l'« ennemi principal » était le pouvoir financier, il s'est empressé de se rendre à Londres pour apaiser les marchés en leur rappelant que nul n'avait autant privatisé et libéralisé l'économie que les socialistes français... [2] En ce qui concerne l'euro, la dette souveraine ou les déficits, Hollande affirme vouloir renégocier le Pacte budgétaire pour y inclure une clause de croissance. Mais il ne s'est pas opposé à l'adoption du Mécanisme européen de stabilité

(MES) qui détermine en fait le Pacte budgétaire, ce qui fait penser qu'il reste dans la ligne des sociaux-démocrates européens - Georges Papandréou (Grèce), José Socrates (Portugal) ou José Luis Zapatero (Espagne) - qui viennent d'être évincés du pouvoir dans leur pays.

Politicien indiscutablement intelligent et habile, Hollande a démarré sa campagne dans la confusion. Aidé par un contexte de crise et par les sondages qui le placent systématiquement en tête, il ne soulève nullement l'enthousiasme populaire, même chez les militants socialistes. Selon une enquête d'opinion, les deux tiers des électeurs qui s'apprêtent à voter pour lui le 22 avril, le feront plutôt pour barrer la route à Sarkozy ; à peine un tiers votera par adhésion à son programme... Si Hollande l'emporte le 6 mai prochain, ce sera la défaite de Sarkozy plutôt que sa propre victoire.

La mollesse politique de François Hollande apparaît d'autant plus évidente quand on le compare au candidat du Front de gauche (FG), Jean-Luc Mélenchon. Crédité de 15% des intentions de vote, celui-ci se situe désormais en troisième position devant la candidate d'extrême droite, Marine Le Pen, et du candidat centriste François Bayrou. Mélenchon est la grande révélation de cette campagne. Ses meetings sont, de loin, les plus fréquentés, et ses discours, véritables modèles d'éducation populaire, ceux qui soulèvent le plus grand enthousiasme. Dimanche 18 mars, date anniversaire de la Commune de Paris, il est parvenu à rassembler quelque 120 000 personnes place de la Bastille, ce qui ne s'était jamais vu depuis trente ans. Son poids électoral grandissant, réussira-t-il à tirer vers la gauche François Hollande et les sociaux-démocrates ?

Les différences de lignes demeurent importantes. Le programme de Jean-Luc Mélenchon, résumé dans son petit livre L'Humain d'abord !, dont il s'est déjà vendu plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, propose, entre autres :



- **Répartir la richesse et d'abolir l'insécurité sociale**
- **Arracher le pouvoir aux banques et aux marchés financiers**
- **Imposer une planification écologique**
- **Convoquer une Assemblée constituante pour aller vers une VIe République**
- **Libérer du Traité de Lisbonne et construire une nouvelle Union européenne**
- **Commencer à démondialiser...**

Dans l'atmosphère d'angoisse sociale actuelle, ces mesures rencontrent un écho grandissant. Et dans certains milieux, une véritable ferveur populaire. Jean-Luc Mélenchon redonne un nouvel espoir aux classes laborieuses, aux militants vétérans et à la multitude des jeunes indignés. Il apporte aussi des réponses à une démocratie en crise et aux citoyens de plus en plus nombreux qui ont cessé de croire à la politique et aux élections...

Tandis que l'extrême droite se dégonfle et qu'échoue la tentative de la renflouer via l'expérience Marine Le Pen, cette élection présidentielle française pourrait démontrer que, dans une Europe désorientée et en crise, l'espérance de construire un monde meilleur demeure plus vivante que jamais.

[Medelu](#). Paris, 2 avril 2012.

[1] En faveur de Sarkozy se sont désistés : Christine Boutin (Parti chrétien-démocrate), Hervé Morin (Nouveau Centre) et Frédéric Nihous (Chasse, pêche, nature et tradition). Pour la même raison, le centriste Jean-Louis Borloo n'a pas présenté sa candidature. Et l'élimination de Dominique de Villepin et de Corinne Lepage (qui n'ont pas obtenu les 500 parrainages) aura également pour conséquence qu'une majorité de leurs électeurs se reporteront probablement sur le président sortant.

[\[2\]](#) *The Guardian*, Londres, 14 février 2012.